

Du haut de l'Olympe : perspectives américaines sur l'arme nucléaire allemande

An Olympian Perspective : American Scholars and German Nuclear Weapons

Philippe Hébert et Paul Létourneau

Volume 27, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703558ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703558ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hébert, P. & Létourneau, P. (1996). Du haut de l'Olympe : perspectives américaines sur l'arme nucléaire allemande. *Études internationales*, 27(1), 33–51. <https://doi.org/10.7202/703558ar>

Résumé de l'article

Few issues have created more tensions and uneasiness in international affairs than the idea of a nuclear armed Germany. The militarist and expansionist tradition of Germany has induced in its neighbors an underlying fear of a possible revival of her past behavior. The apparition of nuclear weapons in the international System after 1945, and the subsequent accession of Great Britain and France to the status of nuclear powers, has added a further dimension to the German problem. During the Cold War, the issue of German nuclear weapons was rarely discussed favorably, particularly in Europe. The case was different in the United States where Germany's role in the nuclear strategy of NATO was approached with a detachment seldom found in British or French political literature. The demise of the East-West confrontation and the unification of Germany have encouraged many American scholars, often associated with the neorealist school, to push for the end of Germany's singularisation in the nuclear field. For them, a nuclear armed Germany, if not inevitable, could well become a source of military stability in the region. Although most of them base their arguments on the merits of selective nuclear proliferation, they adopt similarly an olympian perspective towards Germany which is markedly different from what is found in European literature. Their position of course does not reflect Washington's official view on the proliferation of nuclear weapons. This paper tries to circumscribe their line of thought and argues that it closely parallels, to a certain degree, the broader American attitude towards Germany seen as an equal and reliable ally in the evolving European security context.

Du haut de l'Olympe : perspectives américaines sur l'arme nucléaire allemande

Philippe HÉBERT et Paul LÉTOURNEAU*

ABSTRACT — *An Olympian Perspective: American Scholars and German Nuclear Weapons*

Few issues have created more tensions and uneasiness in international affairs than the idea of a nuclear armed Germany. The militarist and expansionist tradition of Germany has induced in its neighbors an underlying fear of a possible revival of her past behavior. The apparition of nuclear weapons in the international system after 1945, and the subsequent accession of Great Britain and France to the status of nuclear powers, has added a further dimension to the German problem. During the Cold War, the issue of German nuclear weapons was rarely discussed favorably, particularly in Europe. The case was different in the United States where Germany's role in the nuclear strategy of NATO was approached with a detachment seldom found in British or French political literature. The demise of the East-West confrontation and the unification of Germany have encouraged many American scholars, often associated with the neorealist school, to push for the end of Germany's singularisation in the nuclear field. For them, a nuclear armed Germany, if not inevitable, could well become a source of military stability in the region. Although most of them base their arguments on the merits of selective nuclear proliferation, they adopt similarly an olympian perspective towards Germany which is markedly different from what is found in European literature. Their position of course does not reflect Washington's official view on the proliferation of nuclear weapons. This paper tries to circumscribe their line of thought and argues that it closely parallels, to a certain degree, the broader American attitude towards Germany seen as an equal and reliable ally in the evolving European security context.

La question de la nucléarisation de l'Allemagne, vue de l'Amérique ou de l'Europe, a souvent provoqué des échos différents. C'est sans doute aux États-Unis que l'on a été le plus enclin à envisager cette éventualité. Pourtant, peu de sujets ont autant soulevé la controverse dans le domaine de la politique internationale que l'idée qu'il puisse exister un jour un arsenal nucléaire allemand. Depuis le réarmement et la création de la *Bundeswehr* en 1955, le rapport entre l'Allemagne et les armes nucléaires déployées sur son territoire a été l'objet de multiples débats, engendrant des réactions allant du simple malaise aux manifestations émotionnelles les plus surprenantes sur la scène internationale. Il est vrai toutefois que les Allemands ont eu, depuis Frédéric le Grand jusqu'à Guillaume II et Hitler, une longue tradition militariste et

* Philippe Hébert et Paul Létourneau sont respectivement candidat au doctorat et professeur au Département d'histoire de l'Université de Montréal. Les auteurs désirent remercier le CRSH pour sa contribution à la réalisation de cette recherche.

expansionniste¹. La montée du national-socialisme ainsi que les horreurs commises par le régime hitlérien au nom de la nation allemande accentuèrent évidemment les sentiments de suspicion envers l'Allemagne, renforçant chez beaucoup de gens la thèse erronée d'un caractère belliciste propre aux Allemands. L'avènement du nucléaire ajoute donc une dimension particulièrement importante au «problème allemand». Une République fédérale dotée d'une telle arme offensive pourrait, en effet, susciter bien des cauchemars chez ses voisins, ainsi que chez les Allemands eux-mêmes, à tort ou à raison.

C'est toutefois dans la littérature américaine que la question nucléaire allemande a été le plus ouvertement discutée. Pendant la guerre froide et plus particulièrement depuis 1989, plusieurs auteurs américains ont prédit l'apparition d'une arme nucléaire allemande à plus ou moins long terme, certains allant même jusqu'à encourager sa nucléarisation. Il s'agit bien entendu d'un courant de pensée particulier et minoritaire dont les idées ne reflètent pas du tout la position officielle des différentes administrations américaines depuis 1950 en ce qui a trait à la prolifération nucléaire. Le poids économique, démographique et militaire de l'Allemagne ainsi que son comportement prudent en tant que membre de l'Alliance atlantique depuis 1955, laissent croire à ces auteurs que les craintes à peine voilées de ses voisins, face à une éventuelle nucléarisation, ne sont pas fondées. Une Allemagne nucléarisée serait, pour ceux-ci, acceptable voire souhaitable pour stabiliser le système européen devant les menaces plus ou moins bien définies de l'après-guerre froide.

Dans un contexte plus large, les États-Unis ont adopté envers l'Allemagne une perspective olympienne qui s'est surtout manifestée depuis la fin de la guerre froide. Les changements systémiques radicaux intervenus en Europe depuis 1989 ont forcé la remise en question de tous les postulats stratégiques issus de la confrontation Est-Ouest. La restructuration du système international entraîne donc des changements majeurs au niveau du comportement des États dans ce nouveau contexte. La révision à la baisse des engagements militaires américains² en Europe ainsi que le rôle majeur que l'Allemagne est appelée à jouer dans l'UE laisse présager à ces auteurs une réévaluation des convictions anti-prolifération de l'Allemagne.

Évidemment, la question nucléaire allemande n'a pas seulement été abordée en Amérique. Les débats sur la question furent particulièrement âpres en Europe. Non seulement l'opposition venant du bloc communiste à l'époque de la guerre froide était naturellement vive, mais même chez de proches

1. Voir là-dessus l'excellente synthèse de Gregor SCHÖLLGEN, *Die Macht in der Mitte Europas. Stationen deutscher Außenpolitik von Friedrich dem Großen bis zur Gegenwart*, Munich, C.H. Beck, 1992.

2. Sur la question du retrait des troupes américaines d'Allemagne voir David G. HAGLUND, «American Troops in Germany: The Evolving Context», dans David G. HAGLUND et Olaf MAGER, (dir.), *Homeward Bound? Allied Forces in the New Germany*, Boulder, Westview Press, 1992.

alliés de l'Allemagne, tels que la France et la Grande-Bretagne, l'idée de voir les Allemands contrôler de façon concrète de telles armes demeurerait tout simplement inconcevable. En France, Jacques Huntzinger avait déjà avancé qu'il pourrait être légitime pour certaines personnes de considérer la nucléarisation de l'Allemagne comme un *casus belli*³. Pour plusieurs observateurs français, la question demeure encore délicate, bien que « l'acquisition d'armes nucléaires par l'Allemagne soit encouragée par certains commentateurs américains, (...) »⁴. Il est aussi intéressant de noter à quel point cette question fut peu discutée en Allemagne. La population allemande redoutait tout autant que ses voisins une telle perspective et aucun homme politique au pouvoir n'alla jusqu'à réclamer des armes nucléaires sous contrôle national. Contrairement à ce que plusieurs observateurs européens de l'époque semblaient croire, même Franz-Josef Strauss, ministre allemand de la Défense de 1958 à 1962, ne revendiqua jamais en public une arme nucléaire allemande malgré ses discours à saveur un peu trop nationaliste au goût de ses adversaires politiques et des pays européens⁵.

Une partie du problème nucléaire allemand émane des perceptions souvent faussées qu'ont les voisins de l'Allemagne quant à ses véritables motivations. De plus, il se dégage une certaine ambiguïté allemande au niveau de ce tabou politico-militaire. Bonn s'est en effet battue durant les années soixante pour faire atténuer le Traité de non-prolifération, en insistant par exemple sur une limitation de sa portée temporelle et en demandant des mécanismes de vérification relativement souples. Par ailleurs, au niveau des intentions allemandes durant les années cinquante et soixante, soit à une époque où la doctrine de la destruction mutuelle assurée exigeait que l'arme nucléaire fût à la portée de toute puissance moderne d'importance, certains analystes ont démontré que si l'Allemagne ne l'avait pas obtenue, ce n'était pas dû exclusivement à la renonciation plus ou moins volontaire de Bonn⁶.

Il faut se rappeler aussi que c'est la peur de voir le Troisième Reich maîtriser cette nouvelle énergie qui poussa les Britanniques d'abord et les Américains ensuite à se lancer dans la course à la bombe. On semble avoir prouvé que les Allemands étaient encore bien loin du but lorsque le régime hitlérien s'écroula en mai 1945⁷; néanmoins, l'origine de la relation entre

3. Jacques HUNTZINGER, « Défense de la France, sécurité de l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 48, n° 2, été 1983, p. 398.

4. Yves BOYER, « French and British Nuclear Forces in an Era of Uncertainty », dans Patrick J. GARRITY et Steven A. MAARANEN, (dir.), *Nuclear Weapons in the Changing World: Perspectives from Europe, Asia and North America*, New York et Londres, Plenum Press, 1992, p. 123.

5. James L. RICHARDSON, *Germany and the Atlantic Alliance*, Cambridge, Harvard University Press, 1966, pp. 53-54. Voir aussi le récent article de Pertti AHONEN, « Franz-Josef Strauss and the German Nuclear Question », *Journal of Strategic Studies*, vol. 18, n° 2, juin 1995, pp. 25-51.

6. Voir la récente thèse de doctorat de Matthias KÜNTZEL, *Bonn und die Bombe. Deutsche Atomwaffenpolitik von Adenauer bis Brandt*, Francfort et New York, Campus Verlag, 1994.

7. Voir là-dessus Thomas POWERS, *Heisenberg's War: The Secret History of the German Bomb*, New York, Alfred A. Knopf, 1993 et Mark WALKER, *German National Socialism and the Quest for Nuclear Power 1939-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

l'Allemagne et l'arme nucléaire demeure teintée d'appréhensions justifiées par l'histoire. Lorsqu'il est question aujourd'hui de la dimension nucléaire dans le contexte européen, l'Allemagne se garde évidemment de prendre une position qui pourrait choquer ses alliés européens, malgré les prédictions de certains analystes américains.

Nous nous proposons donc d'analyser ce courant de pensée minoritaire qui fait preuve, à notre avis, d'un recul émotionnel particulier dans un débat influencé largement par des perceptions quelquefois faussées. L'objectif n'est pas ici d'approuver ou non la pertinence des arguments avancés mais plutôt de circonscrire les points de vue américains sur cette problématique.

I – La problématique nucléaire allemande pendant la guerre froide

La question nucléaire allemande se retrouva au cœur de plusieurs débats durant la guerre froide. Aux États-Unis, la remise en question de la crédibilité du concept de dissuasion élargie (*extended deterrence*) a amené plusieurs analystes à critiquer la stratégie nucléaire américaine et plus particulièrement la notion de garantie accordée aux alliés européens⁸. Le renforcement de la dissuasion passait, pour ces auteurs, par une répartition plus équitable des capacités de représailles et du contrôle des armes nucléaires au sein de l'Alliance. C'est sans aucun doute durant la période s'étendant de 1955 à 1965 que la question nucléaire allemande fut le plus âprement débattue publiquement. L'organisation et la mise en place de l'OTAN ainsi que la recherche de stratégies de défense adaptées à l'équilibre géostratégique européen ne pouvaient se faire sans aborder cette question, étant donné la position de l'Allemagne face aux forces supérieures en nombre du pacte de Varsovie.

Cependant, la réintégration controversée de l'Allemagne dans le système international plaçait cette dernière dans une position délicate. L'unification de son territoire divisé politiquement demeurant une priorité, elle se devait néanmoins de manifester son attachement à l'Ouest. Cet ancrage politique, qui demeura une des principales bases de la politique étrangère ouest-allemande durant la guerre froide, agissait, aux yeux des Européens, comme une assurance contre la résurgence du militarisme et de l'expansionnisme allemand.

Il demeure évident que, sans l'appui et l'insistance des États-Unis, cette réintégration aurait été beaucoup plus difficile et le réarmement de l'Allemagne impensable dans le contexte du début des années cinquante. Le comportement de la France et de la Grande-Bretagne face à l'Allemagne dans l'immédiat

8. Henry Kissinger avait déjà exprimé les limites de la garantie nucléaire américaine dans un discours prononcé à Bruxelles à la fin des années soixante-dix : « Nos alliés européens devraient cesser de nous demander de multiplier des garanties stratégiques que nous ne pouvons exécuter sans risquer la destruction de la civilisation. » Henry A. KISSINGER, « NATO : The Next Thirty Years », dans Christoph BERTRAM, (dir.), *Strategic Deterrence in a Changing Environment*, Montclair, Allenheld, Osmun & Co., 1981, p. 109.

après-guerre témoigne en ce sens d'une mentalité quelque peu passiste⁹. Les Américains furent donc les premiers à réaliser l'importance d'intégrer la partie occidentale de l'Allemagne au bloc de l'Ouest dans leur stratégie d'endiguement de l'URSS. La présence de troupes américaines sur le continent européen ainsi que l'engagement de plus en plus évident des États-Unis au niveau de la défense de l'Europe permirent donc d'assurer le 'double-endiguement' de l'Allemagne et ainsi de faciliter son intégration dans l'OTAN¹⁰. Dans cette perspective, l'Alliance atlantique joue un rôle de stabilisation politique au niveau du bloc occidental et permet, grâce à un système de protection institutionnel, l'acceptation d'une Allemagne relativement autonome et restaurée sur des bases démocratiques¹¹.

Le renoncement imposé à l'Allemagne sur la question de la production territoriale d'armes nucléaires ajoute au problème du contrôle de ces armes qui, depuis 1955, constituent l'élément dissuasif principal de la défense occidentale¹². Il est évident que, pour les Européens en particulier, un contrôle allemand direct sur les armes nucléaires tactiques demeure inacceptable¹³. Cette perception se retrouve évidemment en France et en Grande-Bretagne mais aussi en URSS, pays qui fut probablement le plus sujet à la psychose du revanchisme nucléaire allemand.

La question nucléaire allemande s'inscrivait donc dans le contexte du contrôle des armes nucléaires déployées en territoire européen. La décennie suivant le milieu des années cinquante vit l'éclosion d'une multitude de

9. On n'a qu'à penser aux articles du traité de Dunkerque signé en 1947 par la France et la Grande-Bretagne et dont l'objet principal consistait en une alliance militaire dirigée contre une possible résurgence de la menace allemande. C'est donc au travers de ce que Serge Bernstein et Pierre Milza ont appelé «des considérations qui relèvent plus des 'leçons', voire des fantasmes du passé» que la France conduisit sa politique extérieure face à l'Allemagne durant cette période. Serge BERNSTEIN et Pierre MILZA, *Histoire de la France au xx^e siècle*, tome 3, Paris, Complexe, 1991, pp. 164-165.

10. Le rôle de l'OTAN avait été bien résumé par Lord Ismay en 1949 dans cette phrase devenue célèbre : «Keep the Americans in, the Russians out and the Germans down.»

11. Wolfram F. HANRIEDER, *Germany, America, Europe*, New Haven, Yale University Press, 1989, pp. 38-39. La présence concrète des États-Unis en Europe a aussi contribué à garantir la paix entre les pays d'Europe de l'Ouest. Voir Josef JOFFE, «Europe's American Pacifier», *Foreign Policy*, n° 54, automne 1984, pp. 64-82.

12. L'abandon des objectifs utopiques fixés à Lisbonne en 1952 quant au nombre optimal de divisions devant être déployées en Europe de l'Ouest allait ouvrir la porte à une stratégie basée essentiellement sur l'arme nucléaire. Ce changement de perspective trouve sa racine dans le *New Look* de l'administration Eisenhower. Le déploiement de ces armes résolvait donc le problème d'une Europe en pleine reconstruction qui ne semblait pas vouloir assumer seule les coûts de sa défense et permettait aux États-Unis de réduire leurs effectifs militaires stationnés en Europe. Robert Osgood avait bien mis en évidence la contradiction des politiques de défense occidentales au début des années cinquante : «La principale difficulté provenait du fait que des pays refusant de sacrifier leurs objectifs économiques et sociaux au profit du réarmement étaient tout de même fermement liés à une stratégie visant à faire contrepoids à une machine militaire supérieure.» Robert E. OSGOOD, *NATO: The Entangling Alliance*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, p. 64.

13. Voir Catherine M. KELLEHER, *Germany and the Politics of Nuclear Weapons*, New York, Columbia University Press, 1975, p. 17.

projets visant à renforcer les mesures de contrôle conjoint sur ces armes. La controverse du *nuclear sharing* se résumait en fait à savoir comment seraient distribuées aux unités de combat les ogives nucléaires en cas de crise et surtout, qui aurait, selon l'expression bien connue, le doigt sur le bouton. La latitude dont disposerait la *Bundeswehr* à l'intérieur des paramètres de contrôle constituait une partie du problème. L'autre dimension concernait surtout la perception que plusieurs avaient de la prolifération à l'époque. En effet, les commentaires de plusieurs officiels américains durant les années cinquante laissent croire que ceux-ci étaient prêts à voir apparaître, à court ou moyen terme, une force nucléaire allemande sous contrôle national. Par exemple, John Foster Dulles n'avait-il pas déclaré en 1958 que, devant les efforts nationaux britanniques et français, l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest et les Pays-Bas ne pourraient pas être tenus indéfiniment à l'écart du club nucléaire¹⁴? Selon Catherine M. Kelleher, certains militaires américains n'excluaient pas non plus cette éventualité, et ne semblaient pas y voir d'inconvénient majeur¹⁵.

Il demeure cependant que la position officielle des Administrations américaines de l'époque ne favorisait pas une multiplication des arsenaux nucléaires nationaux au sein de l'OTAN, entre autres à cause des problèmes occasionnés par l'augmentation du nombre de centres de décisions¹⁶. Dans le but d'éviter une telle situation, les États-Unis proposèrent de faire de l'OTAN une quatrième puissance nucléaire. Même si certains observateurs américains favorisaient une solution multinationale, c'est plutôt l'idée d'une force multilatérale qui fut retenue¹⁷. On croyait qu'en offrant un rôle concret dans la stratégie nucléaire aux pays européens, ces derniers ne seraient pas tentés de suivre l'exemple de la Grande-Bretagne et de la France¹⁸. Robert S. McNamara, alors secrétaire américain à la défense et fervent opposant de la prolifération au sein de l'Alliance, ainsi que la plupart des officiels américains demeuraient conscients que le projet de force multilatérale représentait une occasion de diminuer la singularisation dont était victime l'Allemagne au niveau nucléaire. Les partisans de la force multilatérale rejoignaient donc le point de vue de la majorité des politiciens américains qui, depuis 1949, avaient encouragé l'adoption de positions non discriminatoires face à l'Allemagne: «La politique américaine d'après-guerre envers l'Allemagne avait toujours eu comme princi-

14. John Foster Dulles cité dans Catherine M. KELLEHER, *German Nuclear Dilemmas 1955-1965*, Thèse de Ph.D. (Science Politique), Massachusetts Institute of Technology, 1967, p. 304.

15. Catherine M. KELLEHER, *Germany and the Politics...*, op. cit., p. 183.

16. C'est la thèse d'un des pères de la stratégie nucléaire, Albert Wohlsetter. Voir Albert WOHLSETTER, «NATO and the N+1 Country», *Foreign Affairs*, vol. 40, n° 1, septembre 1961, pp. 355-387.

17. Wolfram Hanrieder avance que le conflit entre les tenants américains d'une dispersion du contrôle des armes nucléaires au sein de l'OTAN et ceux privilégiant plutôt la concentration de ce contrôle, comme Robert S. McNamara, constitua la principale raison de l'échec des tentatives de contrôle conjoint. Wolfram F. HANRIEDER, op. cit., pp. 49-50.

18. Voir J.W. BOULTON, «NATO and the MLF», *Journal of Contemporary History*, vol. 7, n° 3-4, juillet-octobre 1972, pp. 275-294.

pal objectif d'accorder à la République fédérale un rôle équitable dans l'Alliance dans le but d'éviter une résurgence du militarisme allemand¹⁹.»

Après l'échec du projet MLF, les États-Unis allaient créer un groupe de consultation au niveau des questions de stratégie nucléaire (le *Nuclear Planning Group*) et le problème du contrôle conjoint allait être relégué aux oubliettes. L'Allemagne, qui était demeurée tout au long des discussions concernant la force multilatérale la plus ardente partisane d'une telle solution, dut se résigner à accepter la décision imposée par Washington. La position délicate de l'Allemagne face aux forces du pacte de Varsovie ainsi que la nécessité, pour cette dernière, de s'assurer de l'adoption d'une stratégie dissuasive optimale par l'OTAN en faisait évidemment la principale intéressée aux problèmes du contrôle des armes nucléaires²⁰. Toutefois, l'Allemagne ne put adopter une solution plus adéquate de façon unilatérale, son autonomie en matière de défense demeurant considérablement limitée par les impératifs de la bipolarité.

On peut avancer que l'échec de la force multilatérale allait servir les intérêts de l'administration Johnson dans la mesure où il facilitait les négociations en vue de la signature du traité de non-prolifération avec l'Union soviétique. L'URSS avait dénoncé le projet MLF comme étant une tentative déguisée de procurer l'arme nucléaire à l'Allemagne²¹. L'abandon des arrangements de contrôle commun entre les États-Unis et les membres européens de l'OTAN fut donc un prérequis à l'entente avec les Soviétiques sur le traité de non-prolifération²². Ce compromis et la signature subséquente du traité, que Franz-Josef Strauss avait qualifié de «nouveau Versailles aux dimensions cosmiques», mit donc un terme au débat concernant la question nucléaire allemande, du moins au niveau public. Toutefois, cette question continua d'être abordée de façon régulière dans la littérature politique américaine,

19. Philip GEYELIN, *Lyndon B. Johnson and the World*, New York, Frederic A. Praeger, 1966, p. 165. Malgré la mise au rancart du projet de force multilatérale, le président Johnson était conscient de la position délicate de l'Allemagne dans le débat nucléaire et du danger potentiel que pouvaient causer les tensions issues de cette situation. Ce dernier disait qu'il comprendrait les Allemands si ces derniers exigeaient leur propre arsenal nucléaire advenant l'échec du projet MLF ou d'une autre forme de contrôle plus équitable : «Le Président aurait déclaré qu'il agirait ainsi s'il était dans les souliers des Allemands.» Philip GEYELIN, *op. cit.*, p. 168. Voir aussi Wilfrid L. KOHL, «NATO and the Multilateral Force», *Political Science Quarterly*, vol. 80, n° 1, mars 1965, pp. 88-109.

20. Pour plusieurs auteurs, l'Allemagne aurait eu sans doute beaucoup à gagner au niveau de la dissuasion en possédant un contrôle accru sinon direct sur les armes nucléaires stationnées sur son territoire. C'est le cas notamment de Lawrence Freedman : «La position de l'Allemagne lui donne un meilleur argument que n'importe quel autre pays européen à savoir que l'accès à l'arme nucléaire renforce la dissuasion en rendant son utilisation plus plausible.» Lawrence FREEDMAN, *The Evolution of Nuclear Strategy*, New York, St-Martin's Press, 1981, p. 327.

21. Voir à ce sujet : Willi WILKE, «Bonn Demands Atomic Weapons», *German Foreign Policy*, vol. 3, n° 1, novembre 1964, pp. 100-116. Sur la position de l'URSS face au projet MLF, voir Zbigniew BRZEZINSKI, «Moscow and the M.L.F. : Hostility and Ambivalence», *Foreign Affairs*, vol. 43, n° 4, octobre 1964, pp. 126-134.

22. William B. BADER, *The United States and the Spread of Nuclear Weapons*, New York, Pegasus, 1968.

particulièrement dans les années quatre-vingt où le rôle des États-Unis en tant qu'uniques garants de la sécurité du monde occidental fut remis en question.

L'argumentation de ces auteurs se résume au fait que les États-Unis ne pouvaient plus soutenir seuls les exigences d'une politique globale d'endiguement de la puissance soviétique. Selon ces derniers, les États-Unis se devaient d'encourager une décentralisation relative du système international dans le but de mieux répartir les responsabilités et les risques au sein de l'Alliance atlantique. Le concept de dissuasion élargie ayant, selon eux, perdu toute crédibilité avec la disparition de la supériorité stratégique américaine²³, il devenait impératif d'encourager les pays européens à devenir plus indépendants au niveau de leurs forces conventionnelles et nucléaires²⁴. Cette logique allait être poussée plus loin dans un article de David Garnham où la nucléarisation de l'Allemagne est vue comme étant la solution pour remédier aux problèmes de crédibilité de la stratégie nucléaire américaine envers l'Europe : « (...), étendre la dissuasion par la prolifération sélective signifie en gros l'acquisition d'armes nucléaires par l'Allemagne comme alternative à la riposte graduée. La prolifération sélective permettrait de remplacer la garantie nucléaire américaine devenue peu crédible par une force de dissuasion nucléaire allemande²⁵. »

L'argumentation de plusieurs auteurs à tendance isolationniste rejoint aussi la perspective de Garnham. Selon eux, la vitalité des économies ouest-européennes permettrait aux pays d'Europe d'assurer leur propre défense. Les États-Unis n'ont plus les moyens de leurs ambitions et doivent réviser leurs engagements militaires en Europe. Une plus grande autonomie européenne dans ce domaine ne pourrait alors qu'être profitable aux États-Unis. Toutefois, l'accession à cette autonomie passe par une force nucléaire européenne où l'Allemagne tiendrait un rôle concret, allant jusqu'à la possession d'armes sous son contrôle direct²⁶.

23. Joseph LEFGOLD, *The Declining Hegemony : The United States and European Defense, 1960-1990*, New York, Praeger, 1990.

24. C'est la thèse de Joseph Lefgold et de David Garnham. Voir Joseph LEFGOLD et David GARNHAM, « Toward a Sustainable Containment Strategy », *Coexistence*, vol. 25, n° 2, juin 1988, pp. 139-154.

25. David GARNHAM, « Extending Deterrence with German Nuclear Weapons », *International Security*, vol. 10, n° 1, été 1985, pp. 98-99. Sur la question de la dissuasion élargie et de la position particulière de l'Allemagne, voir Eckehard LÜBKEMEIER, *Extended Deterrence : The American Nuclear Commitment to Germany*, Bonn, Actuel Verlag, 1991.

26. Eliot A. COHEN, « Do We Still Need Europe? », *Commentary*, vol. 81, n° 1, janvier 1986, pp. 28-35. L'avantage retiré par les États-Unis à l'avènement d'une autonomie européenne en matière de défense est clair pour Cohen et passe par une modification du statu quo nucléaire en Europe : « Plus la force de défense européenne sera forte – incluant ultimement une force nucléaire non limitée à la France et la Grande-Bretagne – plus il sera facile pour les États-Unis de bien gérer ses forces et ses stratégies d'un côté et ses engagements politiques de l'autre. » Voir p. 30. Cohen n'est évidemment pas le seul auteur à adopter cette logique. Voir aussi Earl C. RAVENAL, « Europe Without America : The Erosion of NATO », *Foreign Affairs*, vol. 63, n° 5, été 1985, pp. 1021-1035 ; Christopher LAYNE, « Continental Divide : Time to Disengage in Europe », *The National Interest*, n° 13, automne 1988, pp. 13-27 et Melvyn KRAUSS, *How NATO Weakens the West*, New York, Simon & Schuster, 1986.

II – L'après-guerre froide et la question nucléaire allemande

L'effondrement du bloc de l'Est et de l'URSS, le repli des forces de l'empire soviétique et le climat de détente ainsi entraîné ont fait disparaître la menace d'une guerre nucléaire où l'Allemagne servirait de champ de bataille. La disparition de cette menace a cependant aussi effacé les paramètres à l'intérieur desquels les politiques de défense occidentales se sont inscrites pendant plus de quarante ans. Encore aujourd'hui, le nouveau tableau sur lequel se basera la sécurité européenne demeure incertain et ambigu. La place de l'Allemagne et son rôle dans la nouvelle Europe y constituent un des enjeux centraux.

Plusieurs auteurs américains ont tenté, depuis 1990, de définir les bases sur lesquelles les pays d'Europe vont articuler leur politique étrangère au cours des prochaines années. Dans plusieurs de ces analyses, la question nucléaire allemande est abordée ouvertement, même si l'Allemagne a renoncé une fois de plus à la production d'armes nucléaires sur son territoire au moment des négociations sur l'unification²⁷. Deux facteurs principaux semblent justifier cette relecture de la question nucléaire allemande. Tout d'abord, le retrait progressif des forces américaines stationnées en Allemagne ainsi que le débat portant sur le rôle des États-Unis dans le système international multipolaire émergent, démontrent que l'Europe devra assumer sans doute de façon plus autonome sa défense. Dans cette optique, le rôle de l'arme nucléaire est appelé à changer mais ne disparaîtra pas complètement²⁸, surtout si l'Europe poursuit sur la voie de l'intégration au niveau des politiques étrangères et de défense. De plus, le poids de l'Allemagne au sein de l'OTAN et de l'UE a augmenté considérablement depuis l'unification. Chose impensable avant 1990, le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a rappelé que son pays était le troisième bailleur de fonds de l'ONU, après les États-Unis et le Japon, et a fait la demande officielle pour l'Allemagne d'un siège permanent au Conseil de sécurité en septembre 1992, un cercle restreint dont les seuls membres sont les cinq puissances nucléaires officielles. Même s'il est présumptueux de faire un parallèle entre la question nucléaire et l'éventuelle admission au Conseil de sécurité, il est possible d'envisager que l'Allemagne, libérée du carcan de la division politique, prendra une place beaucoup plus importante sur la scène européenne et internationale. Les analystes présentés ci-dessous se démarquent cependant en postulant que les États, et l'Allemagne en particulier, chercheront sans doute ouvertement le statut de grande puissance, ce qui les amènera à assurer leur indépendance stratégique par

27. Michael STURMER, «La logique du renoncement de l'Allemagne à l'arme nucléaire», *La Tribune d'Allemagne*, 17 avril 1992. Il s'agit en fait de la traduction d'un article paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en avril 1992.

28. Sur l'avenir de la dissuasion nucléaire, voir George H. QUESTER, «The Future of Nuclear Deterrence», *Survival*, vol. 34, n° 1, printemps 1992, pp. 75-88 et aussi Lawrence FREEDMAN, «Great Powers, Vital Interests and Nuclear Weapons», *Survival*, vol. 36, n° 4, hiver 1994-95, pp. 35-52.

l'acquisition d'armes nucléaires²⁹. Cette dimension est donc particulièrement importante car elle met en relation l'approfondissement des responsabilités et l'augmentation des ambitions et des intérêts dans le système international. Dans ce cadre d'analyse, la dimension militaire constitue l'élément de primauté au niveau des relations interétatiques.

Un des premiers auteurs américains à se prononcer sur la question nucléaire allemande après la chute du Mur fut John Mearsheimer dans un article qui attira beaucoup d'attention lors de sa publication à l'été 1990³⁰. Mearsheimer analyse dans cet article les conséquences probables de la fin de la guerre froide en Europe et en vient à la conclusion qu'une instabilité croissante est à prévoir sur le continent. Ses arguments, qui s'inscrivent parfaitement dans le cadre théorique du néoréalisme, procèdent de la conviction qu'a l'auteur selon laquelle la bipolarité qui a caractérisé la guerre froide est plus propice à la stabilité du système international. L'absence de conflit majeur entre les deux superpuissances depuis 1945 s'explique donc par trois facteurs principaux : la division bipolaire de l'Europe, l'égalité relative des forces militaires de l'Est et de l'Ouest ainsi que l'apparition de l'arme nucléaire³¹. La disparition de deux de ces trois facteurs et donc l'émergence d'un contexte multipolaire risque par conséquent de rendre le système international plus instable, ne serait-ce qu'à cause de l'augmentation des dyades de conflit entre un plus grand nombre d'acteurs.

Dans cette perspective, Mearsheimer considère la prolifération nucléaire en Europe comme un élément pouvant favoriser la stabilité du système européen. Il insiste néanmoins pour que cette prolifération soit sélective et limitée idéalement à l'Allemagne qui possède l'infrastructure militaire et économique nécessaire au déploiement d'un arsenal crédible³².

Il est évident que les conclusions tirées par Mearsheimer ont attiré l'attention de nombreux spécialistes et que son apologie d'une Allemagne nucléarisée en a choqué plus d'un. La position de l'auteur demeurerait cependant claire sur la question de fond qui caractérise la question nucléaire allemande : « En fait, ce qui justifie la peur d'une Allemagne nucléarisée est la croyance que les Allemands ne pourront jamais agir de façon responsable. Cela revient à dire que les Allemands sont des agresseurs congénitaux³³. »

29. Christopher LAYNE, « The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise », *International Security*, vol. 17, n° 4, printemps 1993, pp. 5-51.

30. John MEARSHEIMER, « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, vol. 15, n° 1, été 1990, pp. 5-56.

31. Voir aussi John Lewis GADDIS, « The Long Peace: Elements of Stability in the Postwar International System », *International Security*, vol. 10, n° 4, printemps 1986, pp. 99-142.

32. *Ibid.*, p. 38. Mearsheimer suivra de nouveau cette logique dans le cas de l'Ukraine : John MEARSHEIMER, « The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, été 1993, pp. 50-66.

33. John MEARSHEIMER dans Bruce M. RUSSETT *et al.*, « Correspondence: Back to the Future, part III: Realism and the Realities of European Security », *International Security*, vol. 15, n° 3, hiver 1991, p. 222.

Mearsheimer a aussi relevé la contradiction qu'on retrouve au niveau de la singularisation de l'Allemagne dans le domaine nucléaire et à laquelle elle doit faire face par rapport aux deux autres puissances nucléaires d'Europe occidentale :

D'un côté, les Européens se font confiance (...) mais de l'autre, ils ne veulent accepter une Allemagne nucléarisée, (...). Dire aux Allemands qu'ils ne peuvent assurer leur sécurité avec des armes nucléaires parce qu'on ne peut leur faire confiance ne les rendra que plus amers. Il est temps de réaliser que de permettre aux Allemands d'acquérir l'arme nucléaire sera plus bénéfique que de leur interdire³⁴.

La position de Mearsheimer décrit une perspective particulière qui, bien que poussée à l'extrême (il reste en effet à démontrer si l'Allemagne éprouve des sentiments d'insécurité si importants qu'elle songe à cette solution) demeure dans la lignée des politiques américaines concernant l'Allemagne depuis 1945.

Tous les auteurs ne partagent pas nécessairement le pessimisme de Mearsheimer. Stephen Van Evera s'est aussi penché sur la question du nouveau découpage géostratégique européen³⁵ et avance, au contraire, que l'Europe possède les outils nécessaires pour assurer la paix sur le continent. Selon lui, seule une résurgence des nationalismes, particulièrement dans l'ex-URSS et dans la péninsule balkanique, menace la sécurité de l'Europe. Les deux auteurs semblent cependant d'accord sur la question de la prolifération et sur la stabilité engendrée par la dissuasion nucléaire. Pour Van Evera, la révolution nucléaire a eu deux conséquences principales : tout d'abord, l'apparition de ces armes a augmenté de façon démesurée les coûts d'une guerre. Ensuite, l'élément le plus important selon lui est que les États nucléaires possèdent l'avantage face à un agresseur. En tenant pour acquis que leur arsenal est relativement invulnérable, l'agression devient nettement plus difficile et en-court des risques élevés.

Ce raisonnement le pousse donc à favoriser l'émergence d'un contexte nucléaire multipolaire en Europe. Le potentiel stabilisateur d'arsenaux indépendants diminuerait ainsi les risques de guerre. Van Evera suggère donc qu'une Allemagne nucléarisée pourrait ajouter à la sécurité de l'ensemble du continent et que les États-Unis se doivent d'adopter une attitude conciliante advenant une telle éventualité : «les États-Unis ne devraient pas s'opposer si l'Allemagne décide d'acquérir l'arme nucléaire : celle-ci a prouvé sa responsabilité. De plus, elle possède les ressources nécessaires pour développer un arsenal sûr face aux accidents et au terrorisme³⁶».

Van Evera rejoint donc dans une certaine mesure la position de Mearsheimer et semble envisager l'Allemagne comme une alliée fiable dont le

34. *Ibid.*, p. 222.

35. Stephen Van EVERA, «Primed for Peace: Europe after the Cold War», *International Security*, vol. 15, n° 3, hiver 1990-91, pp. 7-57.

36. *Ibid.*, p. 54.

comportement ne risque pas de contrevenir aux principes de base de la sécurité européenne, même si celle-ci se dote d'armes de destruction massive. Il met lui aussi l'accent sur le fait que la sécurité de l'Allemagne demeure centrale à la stabilité de l'Europe et qu'une Allemagne rassurée est dans l'intérêt de tous. Comme Mearsheimer, Van Evera remet en question la perception douteuse qu'on observe encore face à l'Allemagne : « Il est temps que le reste du monde cesse de percevoir l'Allemagne avec suspicion et commence plutôt à la traiter avec le respect que son comportement respectable commande³⁷. »

Même s'ils ne vont pas nécessairement aussi loin que les deux précédents, d'autres observateurs voient la nucléarisation de l'Allemagne d'un œil relativement favorable. Dans son plaidoyer pour le maintien de l'OTAN comme principale infrastructure de sécurité en Europe, Charles Glaser avance que la réduction du niveau des armes conventionnelles sur le continent pourrait pousser les pays européens à se fier de façon plus prononcée sur l'arme nucléaire pour assurer leur défense. Dans cette optique, l'Allemagne devrait être incluse dans ce nouvel arrangement : « (...) cette approche signifie que l'Allemagne devra déployer son propre arsenal nucléaire³⁸. »

Glaser manifeste cependant un peu plus de prudence face à l'argument de la prolifération sélective. La difficulté, pour une force nucléaire émergente, d'atteindre un certain degré de crédibilité et d'invulnérabilité rend le problème encore plus complexe. Selon lui, l'apparition de nouvelles puissances nucléaires en Europe, bien que n'apparaissant pas comme une solution idéale et pouvant engendrer des tensions entre la Russie et l'Allemagne, qui pourraient cependant être atténuées par l'adoption de stratégies conventionnelles non offensives³⁹, serait éventuellement acceptable.

La vision favorable de la prolifération demeure une des caractéristiques principales de ces auteurs. La fin de la guerre froide a remis en question plusieurs des positions généralement assumées en la matière. Certains auteurs ont ainsi exprimé la nécessité, pour les États-Unis, de revoir ses politiques dans le but de faire face plus adéquatement aux nouvelles réalités du système international. Ted Galen Carpenter, entre autres, rejoint la position des auteurs cités plus haut et affirme que les États-Unis ne peuvent plus garantir la sécurité de tous leurs alliés. Il faut s'attendre, d'après lui, à ce que ceux-ci, et l'Allemagne en particulier, révisent leur position face à l'arme nucléaire et en viennent à la conclusion qu'une force dissuasive indépendante est requise. Dans cette éventualité, les États-Unis devraient alors faire preuve d'ouverture : « Washington ne doit pas encourager la prolifération mais plutôt accepter le

37. *Ibid.*, p. 43.

38. Charles L. GLASER, « Why NATO Is Still Best: Future Security Arrangements for Europe », *International Security*, vol. 18, n° 1, été 1993, p. 42.

39. Voir *ibid.*, p. 44.

changement⁴⁰.» En fait, il s'agirait de tolérer la prolifération chez des États plus modérés ou alliés des Américains devant l'inévitabilité supposée par certains de la diffusion nucléaire⁴¹.

Dans un contexte de diminution de la contribution américaine à la défense de l'Europe, Gregory F. Treverton voit deux alternatives pour une Allemagne désireuse de réduire sa dépendance face à l'Alliance atlantique pour assurer sa défense. Tout d'abord, l'abandon du nucléaire dans sa stratégie de défense, une solution peu probable selon lui étant donné la menace sous-jacente que pose encore la Russie et le peu de crédibilité associée à une dissuasion strictement conventionnelle. Treverton avance donc que la nucléarisation de l'Allemagne semble être l'alternative la plus logique au plan stratégique. Les contraintes politiques impliquées dans une telle décision semblent toutefois aller à l'encontre d'une telle vision : «(...) la logique stratégique semble indiquer une Allemagne nucléarisée, quoique la logique politique semble exclure cette alternative⁴².» Treverton n'envisage pas la question nucléaire allemande sous le même angle que Mearsheimer ou Van Evera. Il est pourtant conscient des limites de la garantie nucléaire américaine dans l'après-guerre froide et c'est dans ce contexte qu'il fait le parallèle entre le doute de plusieurs Européens face à cette garantie et la pensée stratégique de la France : «La logique du Général de Gaulle était impeccable, mais il fit attention de ne pas aller au bout de celle-ci : si l'Europe – et l'Allemagne – doutent de la conviction des États-Unis d'appuyer sur le bouton, alors ils doivent prendre les mesures qui s'imposent et assurer leur dissuasion nucléaire de façon autonome⁴³.»

On peut donc voir des tendances différentes se dégager du discours des auteurs américains cités précédemment. Tout d'abord, la question nucléaire allemande est envisagée dans une perspective intégrée à celle du concept de prolifération stabilisatrice. Attribuée habituellement aux tenants de l'école structuro-réaliste, cette position controversée trouve sa base dans le postulat de compétition interétatique pour la sécurité. Si la préoccupation principale

40. Ted Galen CARPENTER, «A New Proliferation Policy», *The National Interest*, n° 28, été 1992, p. 71. Voir du même auteur, «Closing the Nuclear Umbrella», *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 2, mars-avril 1994, pp. 8-13 et aussi Doug BANDOW, «Let 'Em Have Nukes», *New York Times Magazine*, 13 novembre 1994, pp. 56-57. Évidemment, la position de Carpenter est loin de faire l'unanimité. Plusieurs spécialistes perçoivent toute prolifération comme étant risquée et dangereuse pour la stabilité internationale, notamment George H. QUESTER et Victor A. UTGOFF, «U.S. Arms Reductions and Nuclear Nonproliferation: The Counterproductive Possibilities», *The Washington Quarterly*, vol. 16, n° 1, hiver 1993, pp. 129-140 et aussi Brad ROBERTS, «From Nonproliferation to Antiproliferation», *International Security*, vol. 18, n° 3, été 1993, pp. 139-170.

41. C'est le débat entourant ce que certains ont appelé la 'neo-nonprolifération', c'est-à-dire l'acceptation de l'inévitabilité de la prolifération et la mise sur pied de mesures visant à gérer ce problème lorsqu'il concerne des États agressifs ou instables politiquement. Voir Leonard S. SPECTOR, «Neo-nonprolifération», *Survival*, vol. 37, n° 1, printemps 1995, pp. 68-85.

42. Gregory F. TREVERTON, «Finding an Analogy for Tomorrow: Europe's Past, Europe's Future», *Orbis*, vol. 37, n° 1, hiver 1993, p. 13.

43. *Ibid.*, p. 13.

de chaque État est d'assurer sa sécurité dans un environnement anarchique et déterminé par la compétition au niveau de la puissance, l'arme nucléaire pourrait théoriquement engendrer la stabilité de ce système en raison de son caractère dissuasif⁴⁴.

Ce qui constitue toutefois l'élément le plus intéressant de la vision de ces auteurs demeure sans aucun doute leur perspective particulière face à l'Allemagne. Dans une Europe s'ajustant aux nouvelles réalités politiques, ces derniers entrevoient l'Allemagne comme un allié sûr et qui a prouvé maintes fois son attachement aux valeurs démocratiques occidentales.

C'est dans une approche plus globale et moins théorique que l'Américain Jeffrey Boutwell replace, quant à lui, la nucléarisation de l'Allemagne dans un contexte proche des réalités politiques actuelles. Selon lui, la question nucléaire allemande restera sans doute latente pendant encore quelques années, suivant l'évolution de différents facteurs pouvant influencer l'ensemble des dimensions de la sécurité européenne : réajustement du rôle américain, comportement de la Russie et des pays d'Europe de l'Est et positionnement de l'Allemagne unie par rapport à ces différents facteurs. Les problèmes reliés à l'unification et à la transition des anciens pays communistes vers l'économie de marché ont relégué pour le moment la question nucléaire à des débats ultérieurs.

Pourtant, Boutwell affirme que l'alternative nucléaire demeure toujours possible pour l'Allemagne même s'il souligne l'improbabilité d'une telle solution dans un avenir immédiat :

(...), la possibilité d'acquisition d'armes nucléaires par l'Allemagne dans le futur ne peut être écartée. Il est concevable qu'une telle force pourrait exister au travers d'arrangements bilatéraux entre les États-Unis et l'Allemagne. Les États-Unis fourniraient les ogives et les vecteurs soit directement ou par coproduction, un peu comme ils le font maintenant avec la Grande-Bretagne⁴⁵.

Cette vision se démarque cependant de celle de nombreux commentateurs européens. Ceux-ci entrevoient de façon négative et appréhensive le réarrangement structurel européen qu'impliquerait l'existence d'un arsenal nucléaire allemand qui ferait pencher plus encore la balance en faveur de l'Allemagne. Ils redoutent et lisent dans le comportement allemand, une volonté de domination, économique ou autre, sur le reste du continent. À

44. Plusieurs analyses corroborent cet argument. Voir Kenneth N. WALTZ, «The Spread of Nuclear Weapons: More May Be Better», *Adelphi Papers* n° 171, Londres, The International Institute of Strategic Studies, 1981 ; Bruce Bueno de MESQUITA et William H. RIKER, «An Assessment of the Merits of Selective Nuclear Proliferation», *Journal of Conflict Resolution*, vol. 26, n° 2, juin 1982, pp. 282-306 ; John J. WELTMAN, «Nuclear Devolution and World Order», *World Politics*, vol. 32, janvier 1980, pp. 169-183. et plus récemment Kenneth N. WALTZ, «Nuclear Myths and Political Realities», *American Political Science Review*, vol. 84, no 3, septembre 1990, pp. 731-745.

45. Jeffrey BOUTWELL, *The German Nuclear Dilemma*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, p. 233.

défaut d'armes nucléaires, les Allemands étendraient cette domination par la force économique et l'Europe trouverait son équilibre entre la bombe atomique française et le mark allemand, une image maintes fois présentée. Même si la France et la Grande-Bretagne ont supporté l'unification allemande, cela ne s'est pas fait sans craintes, quelquefois mal voilées, d'assister à l'émergence d'une prépondérance allemande sur le continent. Conséquemment, «(...) une partie de l'agenda secret des forces nucléaires françaises et britanniques (serait) d'agir comme garantie face à une éventuelle ambition d'hégémonie continentale de la part de l'Allemagne⁴⁶.»

La suspicion envers la nouvelle Allemagne était donc bien présente. En 1989, Conor Cruise O'Brien écrivait dans le *Times* de Londres que l'émergence d'un quatrième Reich était à prévoir : «Nous sommes en route vers le quatrième Reich : une entité pangermanique appuyée par les nationalistes allemands et constituant un facteur d'exacerbation de la fierté nationale⁴⁷.»

La position d'O'Brien est évidemment exagérée. Prévoir comme il le fait une réhabilitation du nazisme et l'apparition d'une statue d'Hitler dans toutes les villes allemandes relève plutôt de la science-fiction. Pourtant, le scandale entourant la démission d'un ministre britannique ayant affirmé en 1990 dans un magazine que les Allemands semblaient avoir une tendance certaine à vouloir dominer les autres démontre que la méfiance envers l'Allemagne est encore très répandue en Grande-Bretagne. Les remarques de Margaret Thatcher dans ses mémoires renforcent cette impression.

III – Une perspective américaine ?

Il est évident que les positions des différents auteurs que nous avons exposées ici représentent un courant bien particulier dans la pensée américaine. On chercherait en vain ailleurs de telles positions sur un problème aussi délicat que la nucléarisation de l'Allemagne, sujet quasi tabou s'il en est un. Il faut bien comprendre que tout ce qui touche à la question allemande dans le contexte plus large des relations internationales peut rapidement devenir objet de controverse. L'idée d'un caractère belliciste propre à la nation allemande demeure présente dans le subconscient de beaucoup tandis que l'écho d'auteurs français comme Henri Massis qui écrivait en 1949 qu'il fallait arrêter de «s'obstiner à traiter les Allemands comme s'ils étaient des hommes comme les autres» se fait encore parfois entendre.

46. Phil WILLIAMS, «European Security and Regional Deterrence», dans Patrick J. GARRITY et Steven A. MAARANEN (dir.), *op. cit.*, p. 105.

47. Conor Cruise O'BRIEN, «Beware, the Reich is reviving», *The Times*, 31 octobre 1989, p.18. O'Brien avait repris une partie de son argumentation dans un autre article publié en 1992. Voir Conor Cruise O'BRIEN, «The Future of 'the West'», *The National Interest*, n° 30, hiver 1992-93, pp. 3-10. Depuis 1989, les Allemands continuent de rassurer leurs voisins sur leur attachement à l'UE, tout en mettant l'accent sur le fait que leur comportement ne risque pas de se modifier avec l'unification. Voir Michaël MERTES et Norbert J. PRILL, «L'Allemagne unifiée et l'Europe. Continuité ou nouvelle tentation du pouvoir?», *Politique étrangère*, vol. 55, n° 3, automne 1990, pp. 559-573 et Bruce N. GOLDBERGER, «Why Europe Should not Fear the Germans», *German Politics*, vol. 2, n° 2, août 1993, p. 288-310.

Nous ne sommes évidemment pas en mesure de généraliser les propos des tenants d'une Allemagne nucléaire ou de ceux qui prônent la fin de la singularisation qui la caractérise sur ce plan à l'ensemble de relations américano-germaniques. Toutefois, nous pouvons identifier à l'intérieur de ce courant un certain recul émotionnel, une distanciation par rapport aux positions habituellement assumées en Europe sur le sujet.

L'attitude des États-Unis face à l'Allemagne depuis 1945 est aussi caractérisée par ce recul qui fait contraste avec le comportement des Français et des Britanniques en particulier. La controverse entourant le réarmement de l'Allemagne au milieu des années cinquante est un exemple frappant de ces différentes perspectives. Comme l'écrivait Lawrence S. Kaplan à l'époque :

(...) les États-Unis avaient peu de doutes quant à la démarche à suivre. La Deuxième Guerre mondiale était chose du passé ; (...). Un nouveau gouvernement dirigé par un leader respecté semblait s'avérer un allié fiable face à la confrontation grandissante avec le monde soviétique. Il était cependant prévisible que les alliés de l'OTAN qui avaient subi le militarisme allemand de façon beaucoup plus concrète que n'importe quel Américain n'accepteraient pas aussi facilement la logique du nouveau statut de l'Allemagne⁴⁸.

Durant la guerre froide, l'importance de pouvoir compter sur une Allemagne forte a évidemment été un des objectifs de la politique étrangère américaine. La remise en question du principe de base de cette politique, l'endiguement de l'URSS, ou du moins la réévaluation de son étendue, supposait une délégation de responsabilités au sein du monde occidental. Proposer l'élaboration d'un arsenal nucléaire allemand pour pallier aux problèmes de la dissuasion étendue et de la vulnérabilité du territoire américain face à l'Union soviétique témoigne en fait de deux visions. Tout d'abord : une image positive de l'Allemagne dans la mesure où on la considère apte à assumer les responsabilités de sa défense mais aussi une proposition teintée d'un certain degré d'isolationnisme. Cet aspect important de la culture stratégique américaine pourrait donc être à la base d'« (...) un sentiment de détachement – moral et géostratégique – face aux querelles du Vieux Monde⁴⁹. »

Selon l'historien John Lewis Gaddis, il est difficile d'établir dans quelle mesure les États-Unis ont volontairement recherché l'accession au statut de superpuissance. La démobilisation rapide des forces américaines dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale démontrerait une volonté de se retirer de la scène européenne aussi rapidement qu'en 1918. Évidemment, les États-Unis ont fini par accepter les responsabilités associées à leur position. Cette transition ne fut cependant pas facile et, après les premiers épisodes de la guerre froide, les débats portant sur le degré d'engagement des Américains dans le

48. Lawrence S. KAPLAN, « NATO and Adenauer's Germany: Uneasy Partnership », *International Organization*, vol. 15, n° 4, automne 1961, pp. 619-620.

49. Colin S. GRAY, *The Geopolitics of Super Power*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1988, p. 43.

système international demeureront nombreux et souvent houleux. Le rétablissement rapide de la souveraineté allemande et japonaise après les défaites de 1945 serait un exemple de cette réticence américaine à assumer son rôle de superpuissance⁵⁰.

En poursuivant ce raisonnement, il devient évident que la disparition de la confrontation Est-Ouest, la justification ultime des politiques interventionnistes de Washington, vient ajouter à l'argument isolationniste⁵¹. La dilution de la puissance à l'intérieur du système international d'après-guerre froide ainsi que la fin de la menace militaire posée par le bloc communiste signifieront sans doute un certain désengagement. C'est donc une des perspectives au travers de laquelle il faut envisager la position d'auteurs comme John Mearsheimer ou Stephen Van Evera.

Le comportement américain tout au long du processus d'unification démontre aussi à un autre niveau la confiance envers l'Allemagne qui caractérise ces auteurs, particulièrement dans l'après-guerre froide. On se rappellera que les États-Unis furent sans aucun doute la puissance la plus favorable à l'unification⁵², la France et la Grande-Bretagne se montrant beaucoup plus réticentes. Notons simplement la visite de François Mitterrand à Moscou dans le but de ralentir le processus et les déclarations teintées de doutes sur les véritables intentions de Bonn ; « (...) du point de vue allemand, ce n'était pas une façon de traiter des amis » comme le mentionnait Hans-Peter Schwarz⁵³.

Les États-Unis n'ayant plus les moyens d'assurer à eux seuls le *leadership* au niveau de la sécurité européenne, l'Allemagne apparaît, logiquement, comme étant le partenaire désigné pour ce partage de responsabilités :

(les Américains) penchent clairement, depuis la fin de la guerre froide, pour un partenaire allemand fort. Dans une large mesure, cela reflète à la fois une plus grande confiance des États-Unis en la démocratie allemande ainsi que le désir des Américains d'avoir, en Europe, des partenaires puissants avec qui partager de façon efficace le fardeau de gérer les nouveaux défis de la sécurité européenne⁵⁴.

Conclusion

Bien que la question de la nucléarisation de l'Allemagne ne se pose pas actuellement, la position des auteurs cités plus haut se démarque dans la

50. Voir John Lewis GADDIS, *The United States and the End of the Cold War*, New York, Oxford University Press, 1992, pp. 4-9.

51. Pour une critique virulente des politiques internationalistes américaines voir Alan TONELSON, «What Is the National Interest?», *The Atlantic Monthly*, juillet 1991, pp. 35-52.

52. Voir Paul LÉTOURNEAU, «Les États-Unis et la question allemande en évolution : 1989-1991», *Relations Internationales*, n° 70, été 1992, pp. 169-189. Voir aussi Alexander MOENS, «American Diplomacy and German Unification», *Survival*, vol. 23, n° 6, nov.-déc. 1991, pp. 531-545.

53. Hans-Peter SCHWARZ, «Germany's National and European Interests», *Daedalus*, vol. 123, n° 2, printemps 1994, p. 84.

54. Ronald D. ASMUS, «Les États-Unis, l'Allemagne et l'Europe centrale», *Revue d'Allemagne*, vol. 27, n° 3, juillet-septembre 1995, p. 357.

littérature et démontre, à notre avis, que les controverses qui y sont reliées sont alimentées par des perceptions plus ou moins justes. Comme le mentionnait déjà James L. Richardson dans les années soixante : «L'Allemagne soulève des problèmes difficiles à régler au niveau des forces nucléaires nationales, non pas parce qu'une force nucléaire allemande constituerait une menace quelconque, mais parce que cette perception est largement répandue⁵⁵.»

Ce qui ressort le plus souvent des analyses sur le sujet est qu'une arme nucléaire allemande serait déstabilisante en raison des réactions des autres États et non à cause du comportement potentiellement agressif de Bonn. Pour plusieurs, «la question de savoir si une arme nucléaire allemande déclencherait une crise dépend des réactions russes et autres, (...)»⁵⁶. Ces réactions dérivent donc d'une perception de l'Allemagne teintée, sans doute, des souvenirs douloureux d'avant 1945.

Il demeure néanmoins que la 'logique' des auteurs favorisant ou prédisant la nucléarisation de l'Allemagne s'appuie en grande partie sur la théorie néoréaliste des relations internationales et semble faire abstraction de ces considérations. Nous pouvons dégager ici quatre constantes dans leur argumentation :

- 1- Les pressions structurelles pousseront l'Allemagne à assumer son rôle de grande puissance au niveau économique autant que militaire dans la mesure où tous les États cherchent à augmenter leur influence et leur sécurité dans le système international⁵⁷.
- 2- La prolifération nucléaire, souhaitable ou inévitable, devrait être limitée idéalement à l'Allemagne.
- 3- Les États-Unis, n'ayant plus la volonté ni les capacités d'exercer des politiques internationalistes et interventionnistes comme auparavant, se retireront graduellement de leurs engagements militaires outre-mer, particulièrement en Europe.
- 4- L'Allemagne d'après-guerre est une alliée démocratique digne de confiance dont le comportement n'inspire pas la crainte, même avec le développement d'un arsenal nucléaire national. Cette dimension demeure centrale dans nombre de leurs argumentations, de façon explicite ou sous-entendue.

55. James L. RICHARDSON, *op. cit.*, p. 205. Plus récemment, Kenneth N. Waltz posait aussi cette question : «Pourquoi serait-ce si inquiétant de voir l'arme nucléaire entre des mains allemandes?», Kenneth N. WALTZ, «The Emerging Structure of International Politics», *International Security*, vol. 18, n° 2, automne 1993, p. 67.

56. John Van OUDENAREN, «Nuclear Weapons in the 1990s and Beyond», dans Patrick J. GARRITY et Steven A. MAARANEN, (dir.), *op. cit.*, p. 46.

57. Pour un résumé de cet argument, voir Christopher LAYNE, «The Unipolar Illusion...», *op. cit.*, p. 47. Layne s'inscrit donc en faux contre l'idée avancée par Hans W. Maull selon laquelle l'Allemagne et le Japon constituent des puissances 'civiles'. Voir Hans W. MAULL, «Germany and Japan: 'The New Civilian Powers'», *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 5, hiver 1990-91, pp. 92-93.

Il est intéressant de noter que ces facteurs semblent s'appliquer aussi bien au contexte actuel qu'au contexte de la guerre froide, du moins dans une perspective teintée d'isolationnisme. Toutefois, il est évident que la fin du conflit Est-Ouest replace ces arguments devant une toile de fond tout à fait nouvelle. Dans cette perspective, l'évolution du comportement de l'Allemagne dans le nouveau système international et le rôle que les États-Unis voudront bien y jouer constituent les points d'interrogation majeurs.

L'analyse des auteurs présentés ici comporte aussi un élément qui va plus loin que les arguments associés à l'école néoréaliste. La perception favorable de l'Allemagne constitue à ce niveau une dimension originale qui illustre bien, à notre avis, la distanciation de certains auteurs américains face à cette problématique. C'est ici qu'ils rejoignent, sur une question très particulière, la tendance générale américaine à percevoir l'Allemagne comme un État 'normal'; et c'est ce qui rend leur position d'autant plus intéressante.

Ces thèmes particuliers caractérisent donc un courant de pensée presque exclusivement américain face à un sujet on ne peut plus controversé. Rien ne laisse supposer aujourd'hui une réalisation de leurs prédictions ou de leurs souhaits. En fait, certains indices nous laissent croire que la question nucléaire européenne sera plutôt abordée dans le cadre de l'UE ou de l'UEO. Pour échapper à la dépendance de Washington en matière nucléaire ainsi qu'aux problèmes que pourrait causer un jour ou l'autre la singularisation de l'Allemagne dans ce domaine, certains Allemands, dont l'ex-chancelier Helmut Schmidt, suggèrent d'infuser de la vitalité à l'Union européenne de défense. L'idéal serait alors de pouvoir s'appuyer sur les arsenaux français et britanniques, en laissant bien entendu le commandement d'une telle force à ces deux pays, ce qui désamorcerait les craintes européennes⁵⁸. Les propositions françaises d'étendue de la garantie nucléaire à l'ensemble du territoire allemand et européen pourraient aussi se concrétiser, comme semble l'avoir indiqué le premier ministre français Alain Juppé en septembre 1995. Dans ce contexte, les «Cassandres de la prolifération en chaîne⁵⁹» pourraient fort bien s'être trompées. Par contre, si l'Allemagne se trouve un jour au carrefour de la nucléarisation, les perspectives américaines présentées ici, aujourd'hui minoritaires mais constantes depuis les années cinquante, influenceront sans doute le débat.

58. Helmut SCHMIDT, «Vor Alleingängen wird gewarnt», *Die Zeit*, n° 3, 13 janvier 1995, p. 3.

59. Expression empruntée à Frédéric Bozo, «Une doctrine nucléaire européenne : pour quoi faire et comment ?», *Politique étrangère*, vol. 57, n° 2, été 1992, pp. 407-421.